

« Des partis nés sous le parti unique ne peuvent pas vivre avec les autres. Ils sont nés pour vivre seuls »

Et toc ! A travers ces propos, Célestin Odounga vient de créer un gros palabre au sein de la majorité présidentielle pour l'émergence en révélant aux yeux du monde la vraie nature du parti de Faustin Boukoubi. Pis, alors que le marché de Mont-Bouet générerait en cash pas moins de 2 milliards par mois, le président de Gabon avenir constate, pour le déplorer, que « Nous, Gabonais, ne jouons que des rôles d'intermédiaires ». Lecture !

Propos recueillis par Charles Mendome

Moutouki : Célestin Odounga, vous êtes le président du parti Gabon avenir. Quelle est votre lecture du dernier scrutin présidentiel au Gabon ?

Célestin Odounga : *Je vous remercie de m'avoir sollicité pour vous accorder cette interview. Quant à la réponse à votre question, je pense que l'élection présidentielle a eu lieu et les résultats ont été mis sur la place publique. Le chef de l'Etat actuel a été déclaré comme gagnant de cette élection. Moi, en tant que président de parti et membre de la majorité présidentielle, je ne peux que me féliciter et réitérer une fois encore mes félicitations au président de la République.*

Je pense également que c'est l'occasion pour le chef de l'Etat, au regard des résultats qui ont été donnés, d'observer, de tirer certains enseignements. En effet, il y a une partie des Gabonais qui s'est exprimée favorablement pour lui et une autre qui s'est exprimée pour les autres candidats de l'opposition. Dès lors, étant au pouvoir, il n'est plus seulement le chef de la majorité, il devient

n'a pas à stigmatiser ni une province du pays ni les Altogovéens en particulier. Les Altogovéens ont voté, ce sont des citoyens comme les autres.

Aujourd'hui, Ali Bongo appelle les Gabonais à un dialogue, en même temps, nous avons des compatriotes qui sont en prison pour des délits d'opinion pour avoir participé d'une manière ou d'un autre à l'expression démocratique en manifestant. Dernièrement, vous avez organisé un point de presse. Au cours de celui-ci, vous avez appelé votre camp à plus de retenue. Pouvez-vous expliciter votre propos ?

J'aurais voulu savoir combien sont-ils, combien sont passés devant les tribunaux et ont été condamnés. S'il y en a qui sont en détention préventive, c'est qu'il y a peut-être des enquêtes en cours. Il faut, dans ce cas, laisser ces enquêtes aller jusqu'au bout tout en faisant en sorte qu'elles n'entament pas le dialogue et la

parti. En dehors de ces cas, notre pays a un fonctionnement légal. Il faut tout simplement l'améliorer. On doit être dans une démarche où il faut toujours s'améliorer.

Donc, vous estimez que limoger un compatriote à cause de ses opinions, ce n'est pas grave ?

On ne doit pas le faire. C'est ça la difficulté d'être le chef. C'est la capacité de caresser dans le sens du poil les activités positives d'un collaborateur et, en même temps, sanctionner ses déviances. Nous ne devons pas penser que nous sommes dans un pays essentiellement composé de génies. Il y a des génies, des moyennement doués et d'autres. Mais personne ne doit être mis à l'écart.

Vous êtes du Haut-Ogooué et vous savez que l'exercice du pouvoir s'accommode très mal avec la brutalité. Est-ce qu'aujourd'hui l'on peut dire avec objectivité que la nation gabonaise est gouvernée sans violence ?

Je pense que nous avons connu une période difficile juste après l'élection. Sous Omar Bongo, il y a eu des périodes de tensions. Je me souviens des

n'a existé avant, même pas notre propre mémoire, la mémoire du passé.

C'est vrai, il y a ces préoccupations matérielles qui font que les uns et les autres puissent être intéressés par le pouvoir en pensant que c'est la voie la plus facile pour s'enrichir. Cependant, lorsqu'on observe la réalité, il y a peut-être des riches, mais très peu le sont parce qu'ils sont de gros industriels ou autres. Le passage direct ou indirect par la chambre politique a été souvent la voix empruntée. Alors que des frères venus d'autres cieux s'enrichissent sous nos yeux, parfois sur notre dos.

Sans aucun esprit de xénophobie, vous me donnez ici l'occasion de dire à certains de mes compatriotes que dans mes anciennes responsabilités (directeur général des douanes - ndlr), il m'est arrivé d'observer que, dans notre pays, les affaires étaient gérées par nationalité. Les Français passaient les marchés entre eux, les Libanais entre eux, les autres nationalités entre elles, les Togo-lais entre eux, les Nigériens entre eux. Nous, Gabonais, on ne jouait que des rôles d'intermédiaires. C'est pour dire que nous ne devons pas seulement changer au niveau politique. Nous devons aussi changer nos pratiques pour

nous intéresser aux affaires. Regardez Mont-Bouët ! Ce marché générerait en droit de douane près de 2 milliards par mois il y a plus de 15 ans. Tout cet argent était

Evitons tout simplement de donner trop d'hormones de croissance aux partis nourrissons de peur de mourir d'overdose. Parfois, il faut laisser la nature faire les choses.

Célestin Odounga, êtes-vous là en train de vous moquer du PDG qui traverse une période de déchirements ?

Vous vous trompez. Je n'ai jamais été membre du PDG. Je pense qu'il est trop tard. Si un jour, pour une raison ou pour une autre, indépendante de ma volonté, on disait que mon parti n'existe pas, je préfère aller m'asseoir quelque part. Mon parti a été créé sous le multipartisme. Nous sommes prédisposés à vivre avec les autres partis. S'il y a des partis qui sont nés sous le parti unique et qui ne peuvent pas vivre avec les autres, ils sont nés pour vivre seuls.

Le PDG est donc né pour être un parti unique ?

Je vous laisse la responsabilité de vos propos.

Le fond de votre pensée ne tourne-t-il pas autour de cette vérité ?

J'ai répondu à votre question.

Votre mot de la fin ?

Encore une fois, je vous remercie pour cette démarche. D'autres personnes l'ont dit avant moi. Nous sommes, en venant au monde, des pièces uniques. Je suis Célestin Odounga, il n'y a jamais eu un Célestin Odounga avant moi et il



également le chef de l'Etat, le président de la République de tout le monde qui doit tenir compte des avis de sa majorité, mais aussi de ceux de l'opposition. L'occasion me sera certainement donnée lorsque nous retrouverons à l'intérieur de la majorité pour voir dans quelle mesure l'opinion de la majorité, dans sa diversité, peut être prise en considération avec également celle de l'opposition.

Comprenez-vous qu'aujourd'hui Jean Ping continue toujours de revendiquer sa victoire ?

Je pense qu'on ne s'autoproclame pas élu. Les règles sont claires, il y a des institutions qui sont chargées de dire qui a été élu et qui ne l'a pas été. Pour le moment, ces institutions ont dit que c'est Ali Bongo Ondimba qui l'a été. Le reste, je n'ai rien à dire là-dessus. Je vais tout simplement constater que depuis que le président Ali Bongo a été déclaré comme tel, il est à la présidence de la République. Il préside les Conseils des ministres, l'administration tourne malgré quelques difficultés. Il en est de même du secteur privé. Ce que l'on peut encourager c'est que l'on tienne bon, que le pays tourne et qu'il revienne à son meilleur niveau de fonctionnement.

Au sortir de cette élection, le Haut-Ogooué a été stigmatisé comme la province qui a permis la fraude massive dénoncée par les uns et les autres et même par la Communauté internationale.

Il faut que nous arrivions à dissiper quelques malentendus. Je suis Célestin Odounga, je suis Altogovéen ; je ne suis pas le Haut-Ogooué. Comme d'autres Altogovéens ont leurs noms, ils ne sont pas le Haut-Ogooué. Est-ce à dire que parce quelques-uns ont voté pour Ping que tout le Haut-Ogooué a voté pour Ping ? A l'heure actuelle, quand on voit les suffrages qui ont été exprimés, il est évident qu'il y a une partie qui s'est exprimée pour l'opposition et une autre pour le président Ali Bongo Ondimba. Quant à considérer que le Haut-Ogooué a fraudé, moi je m'insurge contre ça. On

main tendue voulue par le chef de l'Etat. Toutefois, il ne faut pas que cette démarche soit une garantie à l'impunité pour des faits manifestement condamnables. Il y a un équilibre permanent à rechercher entre le désir du dialogue, de main tendue voulue par le président

de la République et la recherche légitime de la vérité par les victimes et les prévenus au regard des événements malheureux que notre pays a connus. Il ne faut ni tomber dans le piège de l'impunité ni dans celui de l'illégalité ou de l'injustice. J'en appelle donc à la sagesse des uns et des autres, notamment à celle de ceux dont la mission est de rétablir la vérité, pour veiller à cet équilibre dans l'intérêt de tout le monde.

Aujourd'hui, le Gabon est-il une République ou une jungle ?

Nous sommes une République (sourire). Nous avons un territoire, des institutions qui fonctionnent ; nous avons une population des humains, pas une espèce végétale ou animale pour qu'on soit dans la jungle. Nous sommes dans une République qui doit améliorer son processus démocratique, le fonctionnement de ses institutions, car c'est dans l'ordre des choses que d'espérer toujours l'évolution. Nous sommes dans une République et non dans une jungle.

Si nous étions dans une République, comment pouvez-vous comprendre que des règlements de comptes rythment le fonctionnement régulier de notre pays ?

Je ne pense pas que les règlements de comptes gouvernent, rythment le fonctionnement de notre pays. En réalité quand vous parlez de fonctionnement irrégulier, je reviens à la question que vous venez de poser. Que ça concernait des détentions qui auraient eu lieu du seul fait d'être militant de tel ou tel



années 90 et même des années 80 quand le Morena s'était déclaré parti politique au niveau de la gare routière alors que nous étions dans le parti unique. Récemment, il y a eu un pic de violence. Il y a des pays qui sont nés dans la violence et jusqu'à ce jour ces pays ne sont pas sortis de la violence. En Orient, en Amérique latine aussi, c'est le cas. Quand vous naissez dans la violence, vous avez du mal à arrêter. Notre pays n'est pas né dans la violence. Il est né dans la paix. Préservons-la.

Lorsqu'on parle de violence, c'est aussi le fait que 1 % de Gabonais se partagent 99 % des ressources. Et 99 % des Gabonais se discutent 1 % des ressources. Une telle gouvernance ne fait-elle pas le lit à l'implosion ?

Nous sommes un pays de droit. Tout en vous disant que nous sommes un pays de droit, je vous ai dit que tout est à améliorer. Parce que c'est la nature des choses. Si les statistiques que vous évoquez sont fondées, je dirai, a priori, que ce n'est pas normal. Parce qu'après tout, je l'ai dit un jour chez l'un de vos confrères, le pays appartient à tout le monde, à tous ceux qui sont vivants. Nous, qui sommes vivants, ne sommes pas une espèce spontanée venue tout droit de je ne sais où avec tout ce qu'elle a. D'autres personnes ont contribué à le développer avant nous et il y aura d'autres après nous. Je regrette que, dans notre pays, l'on donne souvent l'impression que tout commence par ceux qui sont là, notamment nous qui sommes présents, et que rien

touché en cash. Ce qui veut dire qu'il y a des activités à exploiter, des marchés à exploiter, des niches à développer.

Vous êtes douanier de formation et vous avez été directeur général de

cette administration. Lorsque vous regardez la douane aujourd'hui, son fonctionnement vous satisfait-il ?

Je suis douanier de formation, mais je suis aussi formateur, car l'enseignement c'est l'une de mes passions. J'ai commencé à enseigner au moment de mon intégration dans l'administration des douanes. Mais je ne voudrais pas répondre à ces questions de cette manière. Je ne peux pas les regarder sur le plan purement politique.

Vous êtes président d'un parti politique, Gabon Avenir, les PDGistes vous traitent de « parti gazelle » ...

Ecoutez, je constate qu'il y a des partis qu'ils désignent comme tels. Je les encourage à être des partis éléphants. Si on devient parti éléphant, c'est parce qu'on le veut et si on est parti gazelle, c'est aussi parce qu'on le veut. Nous sommes tout simplement des partis politiques et il faut le considérer comme tel. A partir du moment où vous avez la légalité avec vous, c'est un mieux. Le PDG pour nous est un corps de garde, mais le village n'est pas seulement composé du corps de garde. Il y a aussi les autres cases. Et ces cases sont les partis de la majorité et de l'opposition. C'est l'appel à l'humilité à l'endroit des partis gazelles, mais aussi à l'endroit des partis éléphants. Ce qu'il faut regarder, c'est aussi la capacité pour les partis nourrissons à se donner du lait et à se faire donner du lait, mais aussi celle des partis éléphants, voire des partis de l'opposition, qui ont ces classifications.

n'y en aura pas après moi. Comme en élargissant mon raisonnement, il n'y a pas d'autres citoyens comme nous avant nous. Nous sommes ici-bas des pièces uniques. Nous devons tout faire, éviter à tout prix des bains de sang. Pendant les mouvements post-électoraux, je me suis gardé de tenir quelque propos que ce soit. Nous étions dans un tumulte que personne ne pouvait entendre d'autres sons de cloche que des violences. Dans la nuit du 31 août au 1^{er} septembre, qui pouvait entendre des sons de cloche d'apaisement ? Nous étions tous à l'affût des sons de cloche de méchanceté et d'agressivité. Il est temps que ça cesse. Nous devons chercher à résoudre les problèmes du pays. Nous ne pouvons pas dire que ceux qui ont voté pour nous sont forcément d'accord avec nous sur tout. Ce sont certainement des aspects particuliers du programme de notre candidat qui ont guidé nos choix. Pire encore, pour ceux qui ont voté contre nous, je le dis encore une fois, ce n'est pas l'occasion de rejeter ces derniers. Ce n'est pas parce qu'on tient des propos de réserve qu'on devient quelqu'un à abattre. Il faut discuter et exploiter au maximum ce qui peut nous faire avancer. Le problème de la scolarité aujourd'hui, on peut en parler. Sauf à penser que seules certaines personnes peuvent en parler. Les problèmes de la santé, on peut en parler. Les problèmes de la justice, on peut en parler. Les problèmes de fonctionnement de l'administration, on doit pouvoir en parler sans manifester de la violence. Puisqu'on émet une critique, on est stigmatisé. Ça ce n'est pas bien. On est, comme je le disais tantôt, des pièces uniques. Vous, Monsieur, vous êtes ce que vous êtes. Avant vous, il n'y a pas un monsieur comme vous. Après tout, ce que vous devez faire ici-bas, vous devez bien le faire parce que ce que nous avons eu de nos prédécesseurs était bien. Nous devons aussi laisser à nos enfants des choses qui sont bonnes.